

PLAN DE RENTREE 2010 : LA DIRECTION APPELLE A LA MOBILISATION DU PERSONNEL !!!

La direction régionale diagnostique une rentrée 2010 sous pression et une activité en forte tension. Ce constat très perspicace du haut encadrement, les agents bretons le vivent tous les jours sur leur poste de travail, que ce soit côté indemnisation ou conseil à l'emploi. *

La direction « oublie » juste de préciser que c'est sur les agents que s'exerce la pression, que les charges de travail en constante augmentation ce sont eux qui les subissent. Cela fait des mois et des mois que ça dure, le seuil de l'insupportable étant franchi en ce mois de septembre.

Pratiquer l'euphémisme, en décrivant un contexte de faible reprise économique, ne suffit pas à cacher les seules vraies promesses de la direction aux agents : ils devront continuer à supporter pendant de longs mois encore la dégradation de leurs conditions de travail et de leurs missions, et par conséquent la dégradation du service rendu aux usagers.

La finalité de ce plan de rentrée n'est pas d'alléger la charge de travail des conseillers comme la direction le prétend, mais bien au contraire de charger encore plus la barque au risque de la faire couler.

La soi-disant adaptation de l'organisation ne remet en cause aucun des objectifs chiffrés fixés aux collectifs. Ces objectifs sont maintenus ou même augmentés par rapport à ceux de 2009, alors qu'on voit bien à la lecture des résultats des derniers mois qu'ils ne sont pas atteints, sauf à trafiquer les indicateurs ou à utiliser des moyens inavouables pour arriver au résultat prévu.

Non seulement la direction fixe des objectifs à un niveau encore plus élevé, mais elle prétend imposer aux agents de les atteindre avec moins de moyens, avec des effectifs en régression constante. Les fins de contrat massives ces derniers mois, et qui se sont accélérées cet été, sont scandaleuses. La direction répond au problème de la précarité par plus de précarité encore, alors que la charge de travail explose. Les agents en CDD qui sont ou vont être recrutés pour 3 mois, souvent formés par ceux qui perdent leur travail, ne pourront pas être sur toutes les activités non assurées : accueil, inscription, suivi mensuel, liquidation, remplacements...

Quelle hypocrisie d'écrire qu'il ne faut pas « *dégrader la qualité de service sur les activités à forte visibilité pour les demandeurs d'emploi (accueil, inscription, suivi)* » ! La direction cherche seulement à sauver les apparences avec des faux-semblants.

Le principe, acté par le DG de la double file accueil – ARC, est de moins en moins respecté sur les sites. Plutôt que de donner les moyens pour un accueil physique de qualité répondant aux besoins, la direction préfère une nouvelle fois promouvoir les services à distance censés réduire les flux, mais qui sont au final bien souvent la cause du passage sur site des demandeurs d'emploi insatisfaits.

Pour les IDE / PPAE la direction ressort une resucée des modalités dégradées et à géométrie variable imposées il y a quelques mois et qu'on espérait définitivement enterrées : informations collectives, IDE express, PPAE à la chaîne, etc. Les conséquences sont connues : négation des métiers de l'indemnisation comme du conseil, dégradation des conditions de travail, traitement de masse expéditif source d'erreurs et de préjudices pour les demandeurs d'emploi.

Le nombre de chômeurs et la durée du chômage augmente, le nombre de DE à suivre par conseiller explose, il n'y a pas plus de temps pour les recevoir ni d'effectifs supplémentaires, mais cela n'empêche pas la direction d'augmenter les objectifs et de couvrir sinon d'encourager les pratiques les plus inacceptables : suivi en information collective, par questionnaires...

La CGT dénonce tous les palliatifs utilisés pour faire croire qu'un service de qualité est rendu, alors qu'il se dégrade dangereusement : mutualisation inter-sites, régionale, inter-régionale, plateforme de débordement, heures supplémentaires...

La CGT s'opposera à toutes les dérives et menaces générées par ce plan : augmentation du nombre et diminution du temps des entretiens, surbooking, remise en cause du droit au temps partiel, augmentation des radiations administratives ou radiations-sanctions, recours encore accru aux OPP sous prétexte de la situation de rentrée.

De manière cynique et honteuse la direction veut utiliser ce pseudo plan de rentrée comme un cheval de Troies pour amener les projets régressifs qu'elle n'a pu encore mettre en place :

- L'anticipation de l'EID, cache-sexe de l'entretien unique d'inscription, est inacceptable. Elle signifie la généralisation de la polyvalence bas de gamme et la destruction de nos métiers.
- C'est la même chose pour l'extension des plateformes 3949 à la file RAC. Nous avons alerté à plusieurs reprises la direction sur les risques de réponses erronées sur ce service téléphonique et de pénalisation des demandeurs d'emploi. L'adjonction de la file RAC au 3949 multiplie ces risques.
- L'idée d'augmenter les effectifs affectés à la production va de pair de toute évidence avec le projet de mutualisation des PAG au niveau départemental, qui constitue une remise en cause sans précédent de la filière et des activités de gestion dans cet établissement.

La CGT combattra résolument ces projets.

Ce plan contribue un peu plus à vider nos missions de leur substance. Il demande au personnel de s'adapter, toujours et encore, pour effectuer un travail sans contenu.

Il met la pression sur les agents et renforce le contrôle à tous les niveaux. Il renforce le caractère pathogène de l'organisation du travail en place, dans un contexte de souffrance au travail avéré sans aucun plan de prévention sur le sujet.

Tous les élus de l'ensemble des institutions représentatives du personnel (CHSCT, DP, CE) expriment leur désaccord total avec ce plan de rentrée, sur lequel ils ne sont d'ailleurs informés que très tardivement, fin septembre, mais pas consultés.

La CGT invite les agents à s'opposer à la mise en œuvre des différents objectifs contenus dans ce plan, à s'exprimer collectivement dans les réunions de service et à préparer la grande journée de grève nationale du 9 novembre.